

CONVENTION DE PARTENARIAT
pour
le développement du photovoltaïque sur les toitures agricoles

ENTRE LES SOUSSIGNES ci-après identifiés :

La Communauté d'agglomération de l'Ouest Rhodanien, ci-après dénommée « **la COR** », représentée par son Président, Monsieur Michel MERCIER, 3 rue de la Venne, 69 170 TARARE, d'une part,

et

La Chambre d'agriculture du Rhône, ci-après dénommé « **la CA69** », représenté par son Président en exercice, Monsieur Gérard BAZIN, 18 avenue des Monts d'Or 69890 LA TOUR DE SALVAGNY, d'autre part.

Préambule

Dans le cadre de la convention d'objectifs signée entre la COR et la CA69 pour la mise en œuvre d'une politique en faveur des espaces agricoles et des agriculteurs, la CA69 sollicite la COR pour le développement du photovoltaïque sur les toitures agricoles.

Cette action s'inscrit dans la stratégie de développement des énergies renouvelables de la COR et fait écho aux différents dispositifs d'animation actuellement développés par la COR autour du développement du photovoltaïque à destination des citoyens et des communes.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objectif la définition des modalités techniques et financières du partenariat entre la COR et la CA69 dans la mise en œuvre et cette action.

Cette action débutera début avril 2018, une première étape aura lieu en septembre 2018 et la fin de l'animation est prévue pour mars 2019.

Article 2 – Présentation du projet

Objectifs :

Permettre d'identifier les potentiels de développement de l'énergie photovoltaïque sur les territoires de la COR (agricoles) :

- Identifier, localiser, qualifier les potentiels de développement via la réalisation d'entretien individuel et d'une mobilisation active des exploitants agricole du territoire.
- Mise en œuvre d'une communication spécifique
- Pré-repérage cartographique
- Visite sur site ; qualification technique des projets et échange avec les exploitants sur leur souhait de développement (individuel, collectif, investisseur, locataire, etc.)
- Pré-qualifier les projets en injection réseau et injection et vente de surplus
- Pré-qualifier les projets en auto-consommation par la pose d'un appareillage sur les exploitations intéressées et l'analyse des consommations relevées.
- Traiter les données récoltées et identifier des typologies de porteur de projet

Construire avec les porteurs de projet les scénarios de développement de projet par typologie en indiquant les facteurs de réussite ou d'échec des futures installations.

- Identifier et impulser une ou plusieurs démarches collectives par l'accompagnement à la structuration de collectifs agricoles

Mise en œuvre opérationnelle :

Construction d'une communication spécifique pour mobiliser les exploitants et présenter les différentes formes et façon administratives, techniques et financières d'envisager un projet. (Principaux points clefs du PV ; Modalités de portage, d'investissement ; les acteurs « clefs »...)

Le travail se réalisera en 2 phases principales :

La première phase sera consacrée à l'identification, repérage et qualification des potentiels
Bilan des potentiels lors d'un premier COPIL par territoire

Réunion bilan d'information des porteurs de projet agricole par territoire

La deuxième phase sera consacrée à la construction des typologies de projet, des groupes projet et des scénarios par typologie.

Bilan et COPIL Final

Rendus :

- Cartographie des potentiels et des qualifications par territoire
- Liste des porteurs de projet par typologie par territoire
- Fiche action par typologie

Besoins techniques pour la mise en œuvre :

- Recours à 1 stagiaire 6 mois pour le repérage et qualification des potentiels
- Apports techniques du conseiller énergie de la Chambre d'agriculture
- Encadrement et apports méthodologique par les Chargés de territoires de la chambre d'agriculture
- Apports communication par la chargée de communication CA69
- Apports cartographie par le cartographe de la CA69
- Acquisition de boitiers de relevés des consommations

Article 3 - Engagement des parties

La CA69 sollicite la COR pour l'accompagner dans la réalisation de cette action.

Il s'agira d'un travail partenarial et de co-construction entre les services de la COR et de la CA69.

Engagement de la COR :

- La COR s'engage à mettre à disposition de la CA69 l'ensemble des données et des documents nécessaires au bon avancement du projet.
 - Plus précisément,
 - La COR communiquera à la CA69 les éléments cartographiques dont elle dispose
 - La COR transférera une copie des études (opportunité, faisabilité, structure, etc.) réalisées chez les exploitants qui auront sollicité cet accompagnement.
 - (résultats d'études, données cartographiques dont cadastre solaire, etc.).
- La COR s'engage à communiquer sur l'étude mise en œuvre par la CA69
- La COR s'engage à fournir un ou des contacts référents sur le territoire à communiquer auprès des personnes rencontrées lors des différents échanges et entretiens.

Elle s'engage également à tenir informé la CA69 de ses interventions et de ses contacts pris dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

Engagement de la Chambre d'agriculture :

- La CA69 s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en œuvre du projet
- La CA69 s'engage à communiquer sur la participation de la COR dans la réalisation de ce projet.
- La CA69 s'engage à partager les informations obtenues lors de l'étude et de fournir des listes de porteurs de projet.

- La CA69 s'engage à communiquer à l'EPCI les fichiers numériques liés à la cartographie et permettant de localiser les potentiels de développement (polygones nominatif, surface, pente, orientation, etc.). Sauf si opposition de la personne enquêtée.
- La CA69 s'engage à transmettre les coordonnées de référents locaux des EPCI en matière d'énergie lors de ses rencontres et entretiens avec les exploitants.
- La CA s'engage si des demandes ont lieu à présenter l'ensemble des possibilités de développement du photovoltaïque existantes sur le territoire. Auto-consommation, investissement par l'exploitant, CORASOL, ...

Elle s'engage également à tenir informé la COR de ses interventions et de ses contacts pris dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

Article 4 – Modalités financières

Afin de conduire ce projet une demande de co-financement LEADER sera réalisée pour la majeure partie des dépenses hors acquisition des boîtiers de relevés d'auto-consommation.

La CA69 sollicite la COR pour :

L'acquisition de boîtier de relevé d'auto-consommation à hauteur de 900 € HT

Le co-financement des frais d'animation éligible au LEADER à hauteur de 3281.36 €.

Le budget présenté au LEADER est le suivant :

Partenaire	Contribution	% du projet
COR	3 281.36 €	8 %
CCSB	3 281.36 €	8 %
LEADER	26 250.88 €	64 %
Autofinancement CA69	8 203.40 €	20 %
TOTAL	41 017.00 €	100 %

Le budget total de l'action sur les deux territoires COR et CCSB sans prise en compte des spécificités administratives et financières du LEADER est le suivant :

Partenaire	Contribution	% du projet
COR	4181.36 €	6.77 %
CCSB	7 021.36 €	11.38 %
LEADER	26 250.88 €	42.54 %
Autofinancement CA69	24 245.20 €	39.29 %
TOTAL	61 698.80 €	100 %

Article 6 – Modalités de règlement

Le règlement sera effectué à la CA69 en deux temps :

A la fin de la première étape de repérage des toitures soit vers septembre 2018 sur présentation d'un bilan temporaire des frais engagés dans l'opération.

A la fin de l'opération à réception des différents contenus et données collectées lors du projet ainsi qu'à réception des bilans et fiches actions prévues dans la cadre de cette action.

Les versements seront réalisés sur présentation de toutes les pièces justificatives des actions réalisées et notamment des états permettant de justifier l'action auprès du co-financeur même si seule la CA69 aura à justifier d'éléments auprès de cet opérateur.

Article 6 - Durée de la convention - Renouvellement - Dénonciation

Durée

Cette convention s'applique à partir du 11 avril 2018 pour une durée de 12 mois.

Toutefois, en cas de besoin ou de désaccord, chaque partie peut la dénoncer 2 mois avant la date d'échéance par lettre recommandée avec accusé de réception.

Résiliation

Dans le cas où une partie manquerait à exécuter une des obligations lui incombant au titre de la présente convention, l'autre partie pourra la mettre en demeure d'exécuter ses obligations dans un délai d'un mois.

Passé ce délai, la convention sera considérée comme résiliée de plein droit, quinze jours après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, la date de réception de cette lettre constituant le départ de ce délai.

Litiges

Tout litige entre la COR et la CA69 concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera portée par la partie la plus diligente devant le Tribunal administratif de Lyon.

Article 7 – Communication

Toute action de valorisation concernant ce projet sera réalisée dans le cadre d'un accord entre deux partenaires.

Toute utilisation médiatique relative à la présente convention devra faire mention des deux parties signataires.

Fait en 2 exemplaires originaux,

A La Tour de Salvagny, le 29 juin 2018

Pour la COR,
M. Le Président,
M. Michel MERCIER

Pour le Président,
Le Vice-Président Délégué
Jean-Pierre GOUDARD



Pour la CA69,
M. Le Président,
M. Gerard BAZIN

